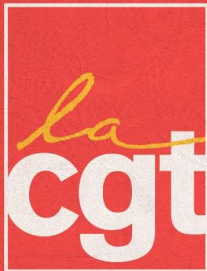


RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

PFAS : le patronat nous refait le coup de l'amiante !

Jeudi 4 avril, un projet de loi était présenté à l'Assemblée nationale prévoyant l'interdiction de fabriquer, vendre, exporter et importer tout produit contenant des substances PFAS appelées polluants éternels (présents, entre autres, dans les textiles, les emballages alimentaires, les mousses anti-incendie, les gaz réfrigérants, les revêtements antiadhésifs, les cosmétiques, les dispositifs médicaux, les produits phytopharmaceutiques, etc.). Face au lobbying industriel, le parlement n'a réussi qu'à adopter une proposition de loi visant à les réduire.

La CGT rappelle que les premières alertes scientifiques sur leurs impacts négatifs sur la santé et l'environnement remontent aux années 1970. Des études scientifiques montrent que les PFAS sont cancérigènes, agissent sur le système immunitaire et que certains sont des perturbateurs endocriniens avérés ou potentiels selon l'ANSE.

Comme pour l'amiante, le patronat nous prédit une catastrophe industrielle si les PFAS sont interdits.

La CGT dénonce le court-termisme des logiques financières qui empêche d'anticiper : faute d'investissement, de travail préventif, de recherche et de développement, le patronat met les salarié-es au pied du mur, en leur imposant soit la fermeture de l'usine, soit de continuer à polluer. Le capital et la finance opposent systématiquement le social et l'écologie, fuyant ainsi leurs responsabilités.

Pour la CGT, il faut chercher, dès à présent, des alternatives à ces polluants éternels PFAS ou les remplacer par des substances moins dangereuses, non nocives pour les personnes, la nature et la biodiversité, pour garantir les emplois, la santé des salarié-es et, plus largement, la santé publique.

Pour la CGT, « fin du monde et fin du mois » sont un même combat et la santé de toutes et tous doit primer sur les dividendes versés aux actionnaires. Le bannissement des PFAS ne doit pas avoir de conséquences sociales pour les travailleurs et travailleuses qui doivent être informé-es sur les enjeux industriels et sociaux liés à ces polluants éternels. Les Instances Représentatives du Personnel doivent être informées, consultées et jouer un rôle pour anticiper la transformation de l'appareil productif.

Pour la CGT, cette dernière doit respecter les travailleurs et travailleuses, la nature et prendre en compte les transitions des métiers et des qualifications. Les emplois ne seront menacés que si les grands groupes n'investissent pas pour trouver des alternatives.

À l'opposé du chantage à l'emploi, la CGT porte le projet du Nouveau Statut du Travail adossé à une Sécurité Sociale Professionnelle qui sécurise l'emploi et les garanties collectives des salarié-es.

La CGT s'investit depuis toujours pour la santé au travail, en y intégrant les questions sociales et environnementales et porte un plan d'actions syndicales pour l'environnement.

Montreuil, le 4 avril 2024